Texte d'orientation adopté

Pour l'écosocialisme, indispensable alternative contemporaine

Nous sommes rentrés dans le cycle de tous les dangers et de tous les possibles.

Le caractère irréversible du dérèglement climatique, l'ampleur de la 6ème extinction, l'affaiblissement de la domination de l'empire étasunien et ses conséquences, la crise de redistribution sociale et l'explosion des inégalités, les politiques anti-démocratiques de l'oligarchie, la montée des identitaires et les révoltes populaires sont les principaux marqueurs de la situation à l'échelle planétaire.

En 2020, la crise sanitaire constitue, à la fois, un révélateur et un accélérateur de cette crise. La Covid-19 est bien la conséquence du mode capitaliste d'exploitation, de production, de consommation et d'échanges.

En effet, exploitation du travail salarié et prédation sur les natures humaines et extra-humaines vont de pair. Ce caractère prédateur du capitalisme a façonné une nature dans laquelle la biodiversité est martyrisée et a bouleversé notre rapport au vivant, aux espèces animales et végétales. Les effets en retour sont amplifiés par les pressions austéritaires, les coupes sombres dans les services publics, la santé et ont des conséquences sociales considérables. Cette crise a clairement démontré qu'une société et son environnement sont interdépendants et que le capitalisme est incompatible avec l'intérêt général de l'avenir de la vie sur Terre.

La crise d'emballement du capitalisme n'est plus seulement sociale, démocratique ou environnementale : elle est devenue systémique et structurelle de l'ère thermo-industrielle. C'est la crise du capitalocène, cette ère géologique où les activités de l'économie capitaliste bouleversent le climat et la biosphère.

La contradiction fondamentale se trouve toujours entre le développement des forces productives et le carcan des rapports sociaux de production qui empêchent de répondre aux besoins, aux attentes des populations et de mener des politiques d'intérêt général. Mais ce dans un contexte d'épuisement du surplus écologique prélevé au détriment du monde vivant. La nature des forces productives et la finalité sociale de la production de biens et services doivent être radicalement repensées.

Cette contradiction est de plus en plus aigüe et n'est pas résolue. Il en résulte une situation totalement instable, comme nous l'indiquions déjà dans notre précédent Congrès en 2018 :

« *C'est la confirmation de l'instabilité de la période : tout peut aussi basculer vers une issue positive. Des éléments en présence - le pire comme le meilleur - peuvent surgir. Il y a donc une voie possible, le talon n'est de fer qu'en apparence. En favorisant à outrance une oligarchie toujours plus réduite au détriment du plus grand nombre, le capitalisme financiarisé développe mécaniquement un obstacle grandissant à son emprise : le peuple. Voilà pourquoi notre objectif révolutionnaire reste le même : amener celui-ci à prendre conscience de sa force, le fédérer contre l'oligarchie financière ».*

Face à l'urgence climatique, sociale et démocratique, face aux politiques d'austérité, aux logiques de délocalisation et de libre-échange, de perte d'indépendance des États, c'est-à-dire face au capitalisme contemporain, le Parti de Gauche travaille à formuler une doctrine centrale et cohérente.

Cette doctrine est l'écosocialisme, qui se présente comme une alternative politique puissante et un objectif pour notre civilisation.

Notre dernier Congrès indiquait que nous prenions l'initiative de nouvelles Assises internationales de l'écosocialisme. C'est ce que nous avons entamé en 2020 et poursuivons aujourd'hui.

Le Parti de Gauche conserve une fonction politique importante dans la période : aider à la structuration des mouvements, contribuer à la fédération du peuple, à la révolution citoyenne et à la formulation d'une alternative politique contemporaine.

I. Instabilité planétaire

1. Crise de domination du Capital, normalisation du monde

Plusieurs facteurs importants concourent à l'instabilité de la planète et à la mise en péril du vivant.

Le premier est le dérèglement climatique qui est enclenché et couplé à l'effondrement de la biodiversité. Tout faire pour en atténuer les conséquences est devenu un impératif catégorique pour toute politique digne de ce nom.

Seules la planification et la coopération permettront d'éviter le pire (destruction de la biosphère, des écosystèmes et la mise en péril de l'humanité), par des changements radicaux sur l'ensemble des activités humaines.

Le deuxième facteur est une instabilité accrue des relations économiques et politiques à l'échelle internationale depuis notre Congrès de 2018.

Les crises de surproduction à répétition ont entraîné une saturation des marchés et des politiques de dumping encore plus généralisées, au mépris des conditions sociales et écologiques.

L'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme est d'ailleurs constatée par de notables économistes libéraux sous le nom de ''stagnation séculaire''. La mondialisation, avec son cortège de licenciements, délocalisations et atteintes à l'environnement, ne suffit pas à assurer la survie de la machine à profits. Depuis la crise de 2008, la création monétaire débridée par les banques centrales, ainsi que l'explosion des instruments d'endettement et de spéculation sur les marchés et leur opacité croissante, ont créé une

immense bulle financière. La pandémie a exacerbé cette évolution. Si le capitalisme industriel d'autrefois spéculait comme au Monopoly, le monde de la production réelle est maintenant la proie d'un casino qui a perdu tout contact avec la réalité et dont l'emballement ouvre la possibilité d'un effondrement catastrophique du fonctionnement économique.

L'oligarchie est à l'offensive pour maintenir sa domination ; le mouvement ouvrier et démocratique, subissant un rapport de forces dégradé depuis plus de trois décennies, est le plus souvent sur la défensive dans les plus grandes puissances.

Cette offensive est d'autant plus violente que le régime écologique qui sert de base à l'accumulation du capital est en cours d'épuisement et que l'idéologie dominante ne parvient plus à masquer le réel.

Néanmoins, la domination du capital sous les formes parlementaires est de plus en plus difficile ; le consentement à l'ordre établi se fissure dans de nombreux pays. La lutte contre le patriarcat et les violences faites aux femmes s'est aussi développée dans de nombreux pays en capacité réelle à confronter le patriarcat dominant.

De même, la lutte contre le racisme et les violences policières a ébranlé la confiance des citoyens dans deux des piliers fondamentaux de l'État, à savoir la police et la justice.

La course de vitesse entre les aspirations révolutionnaires et la contre-révolution est engagée.

Des soulèvements et débuts de révolutions citoyennes ont eu lieu notamment au Soudan, Algérie, Irak, Liban, Thaïlande, Chili, Mali, ainsi que des grèves massives en Inde, le deuxième pays le plus peuplé au monde dans lequel 20% de la population du pays, soit 2% de la population mondiale, était en grève en 2020.

Par-delà la diversité des situations locales, en rapport avec la structure des régimes politiques et économiques, partout le peuple se réaffirme comme acteur politique. Il réaffirme ses droits contre l'injustice sociale, la confiscation de la souveraineté populaire, les violences policières, la prédation économique et environnementale, la corruption, la destruction des services publics, ou encore l'organisation en milices des pays. Les peuples réclament de nouvelles règles du jeu, parfois par la demande d'une nouvelle constitution.

Les négatifs de ces dynamiques positives sont les dynamiques contre-révolutionnaires qui prennent la forme de durcissement autoritaire (comme en France) pour mener la guerre sociale, voire de conflits importants sur fonds de dérives nationalistes-identitaires et ultra-libérales, car la concurrence est exacerbée et impitoyable dans le cadre de la compétition capitaliste. Tout ceci est en lien avec l'érosion des structures de sécurité collective comme l'ONU.

L'oligarchie répond aux mobilisations par des mesures coercitives et de normalisation sociale, quand ça n'est pas par la mise en place de régimes à caractère réactionnaire et autoritaire, voire fasciste. La criminalisation et judiciarisation de l'opposition et des militant.e.s du mouvement social sont aussi devenues une caractéristique de l'ordo-libéralisme.

Cette criminalisation et judiciarisation de l'opposition et des mouvements sociaux a un nom : le *Lawfare* (« guerre judiciaire »). Ce phénomène est l'aboutissement du libéralisme autoritaire, en mettant au service de l'oligarchie et du pouvoir en place qui le sert les moyens de police et de justice qui, normalement, doivent servir l'intérêt général.

De vieilles tensions se réveillent et en permettent de nouvelles comme en Méditerranée orientale, au Haut-Karabagh, ou encore au Yémen. En Syrie et en Irak, rien n'est réglé car le djihadisme est en redéploiement. Le retour de la guerre en Centrafrique, l'aggravation de la situation au Sahel et la polarisation de la Libye attestent de conflits pour le contrôle des hydrocarbures, de l'uranium, de la vente d'armes ou des nouvelles voies du trafic de drogue.

Le rôle de l'OTAN et de la diplomatie française doit être interrogé dans ces conflits. L'intervention terrestre en Libye en 2011 a participé à aggraver l'instabilité de la région et les ventes d'armes par la France à l'Arabie Saoudite sont une ignominie à l'heure où celles-ci sont utilisées contre des populations civiles.

Nous sommes certainement à l'aube d'une rupture qualitative du nouveau mode de domination du capital et de l'organisation de nos sociétés si aucune logique alternative ne voit le jour.

La question numérique et la société du contrôle, due notamment à la multiplication des algorithmes et des intelligences artificielles, sont dans les mains du privé et notamment des GAFAM. Les enjeux géopolitiques autour de la 5G et la conquête satellitaire de l'espace deviennent des enjeux majeurs de l'ère contemporaine.

Géoingénierie et transhumanisme constituent les pointes avancées du séparatisme de l'oligarchie : ces prétendues solutions ne visent pas l'amélioration du sort de l'humanité, mais plutôt le fantasme d'immortalité de leurs richissimes promoteurs, quitte à y sacrifier le plus grand nombre.

Dans un développement inégal et combiné, le partage numérique du monde devient une nouvelle donne de la division internationale du travail, en modifiant totalement les rapports espace / temps puisqu'il s'agit d'un monde totalement globalisé dont les échanges et communications se font en fractions de seconde, à la mesure de la transaction boursière.

Le Temps est plus que jamais un objet social, au service du capital aujourd'hui qui en maitrise les outils, les moments, les formats, les contenus et les vecteurs de diffusion.

Il y façonne ainsi les relations, les modes de pensée et de représentation.

Sous couvert de "lutte contre le terrorisme" et de renforcement de la sécurité de l'État, les pouvoirs ont mis en place des restrictions démocratiques et un fichage massif. Désormais, la crise sanitaire sert de prétexte à l'aggravation de ces mesures liberticides.

L'impérialisme étasunien, du fait de l'affaiblissement de son économie dans la division internationale du travail et du caractère erratique de la politique de Donald Trump, a laissé la possibilité à de nouvelles puissances d'entretenir des guerres, de rebattre les cartes, de s'autonomiser et de mener des politiques expansionnistes. L'exemple le plus frappant est la Turquie d'Erdogan, qui est à la fois membre de l'Otan et l'agence du djihadisme international. Très agressive contre le Rojava, le Kurdistan syrien, elle démontre chaque jour sa volonté expansionniste et bien au-delà de ses frontières directes. La Turquie dispose aussi du quatrième réseau international de consulats / ambassades pour mener sa politique d'investissements, contrôler les mosquées intégristes et élargir sa zone d'influence.

Sur le terrain commercial, les relations entre les deux premières puissances, la Chine et les États-Unis d'Amérique, se sont considérablement tendues. Cela donne un cadre nouveau et inquiétant aux relations internationales.

Dans ce contexte, l'Union Européenne n'a jamais existé politiquement au service des questions sociales, écologiques et de la paix. Sous la coupe de l'Otan, elle n'a jamais eu de politique équilibrée sur le plan diplomatique, notamment vis-à-vis de la Russie.

En multipliant les accords de libre-échange (TAFTA, CETA, JAFTA), elle s'est faite toujours plus le cheval de Troie du capitalisme financier et des lobbies productivistes, avec pour conséquence l'affaiblissement de sa propre économie réelle et le démantèlement des états au plan européen (souveraineté industrielle et sanitaire, emplois, protections sociales, services publics) et l'incapacité ensuite à répondre à la crise de la Covid, faute de structures adaptées.

Les guerres, les politiques dévastatrices de libre-échange et le dérèglement climatique entrainent l'exode de milliers de personnes, contraintes de tout quitter et de fuir leur pays. L'Europe et la France doivent les considérer comme les exilés et les réfugiés de l'ère contemporaine, et pas simplement comme des « migrants ». Nous leur devons asile et un statut juridique de protection.

Le plan de relance européen est non seulement « une montagne qui accouche d'une souris », mais surtout un prétexte pour davantage de contre-réformes sur l'état social.

Au plan européen, il faut sortir des traités actuels. Les alternatives à l'Union européenne sont possibles sous forme de plan A (conditions démocratiques, sociales et financières de changement des traités) et/ou de rupture et de nouveaux regroupements entre pays sous forme de plan B.

2. Incapacité des néo-libéraux à répondre aux enjeux de la situation

Au plan national, les gouvernements Macron / Philippe / Castex ont été un concentré de liquidation des conquêtes sociales, d'impréparation, d'indigence politique, de mensonges et d'autoritarisme, dans le prolongement direct des gouvernements précédents.

La violence néolibérale s'est traduite par davantage de casse sociale, de délocalisations, de démantèlement industriel, d'affaiblissement et d'externalisation des services publics, visant la marchandisation de l'ensemble des biens communs, doublée d'une régionalisation des services publics et des fonctions de l'État. La crise sanitaire a révélé de manière crue l'état de démantèlement de notre système de santé et hospitalier. Le gouvernement continuant même à fermer des milliers de lits en pleine pandémie et faisant adopter une loi de la sécurité sociale 2021 prévoyant plus d'un milliard de baisse des dépenses structurelles.

Quant au Ségur de la Santé, très largement insuffisant au regard de l'état de l'hôpital et des personnels de santé, il a eu pour effet inverse de décourager encore davantage ces personnels hospitaliers et d'avoir un effet repoussoir sur l'attractivité des métiers de santé.

Cette crise sanitaire a aussi attesté de l'indigence de la gestion et l'incapacité de penser autrement qu'avec les vieilles recettes libérales de culpabilisation et de prestations individuelles. Là où il aurait fallu « prévoir, mobiliser, planifier », nous avons eu des atermoiements, des mensonges, et au mieux des mesurettes.

Résultat depuis un an : pas de masques gratuits, pas de tests massifs, pas de disposition prise pour garantir l'isolement, et aujourd'hui, peu de vaccins et en retard ! Le tout sans que jamais le gouvernement n'ouvre un débat démocratique sur sa stratégie. Au contraire, ce sont désormais des conseils de défense, sous la houlette du chef de l'État, qui prennent toutes les décisions en lieu et place du gouvernement et du

contrôle parlementaire. Des cabinets de conseil privés sont censés penser et organiser la stratégie vaccinale à la place de la puissance publique.

Cette situation remet à l'ordre du jour d'une façon particulièrement urgente la nécessité du retour à une planification stratégique, industrielle et écologique forte.

Dans un cercle vicieux, la crise sanitaire a eu pour conséquence de décupler une explosion du chômage, de la précarité, de la pauvreté et des inégalités.

Un million de chômeurs supplémentaires, des secteurs économiques importants sont touchés comme l'aéronautique, la culture, le tourisme, des milliers de petits artisans menacés de faillite. Les conséquences sociales sont déjà immenses et la précarité explose au sein de la jeunesse frappée par l'isolement, les inégalités d'accès à l'éducation, au logement et à l'alimentation.

Le gouvernement accentue par la même occasion sa politique de saccage des services publics. Après la privatisation de la SNCF qui a entrainé des fermetures de guichets, de gares, de lignes du quotidien, en pleine crise de la COVID19, Macron et son gouvernement ont décidé de privatiser EDF avec le projet « Hercule ». Ce serait donc l'ensemble du secteur de l'énergie qui serait aux mains des intérêts privés. Nous devons mener une bataille offensive, tous ensemble, aux côtés des organisations syndicales et des citoyens, pour préserver le service public et l'énergie et reconquérir les autres biens communs privatisés depuis plusieurs années comme La Poste, France Telecom, GDF, etc.

Sur le terrain de l'urgence écologique, Macron et ses gouvernements ont été tout aussi incapables de mener une politique publique alternative de choix, d'objectifs et de moyens alloués pour faire bifurquer les activités économiques et sociales car la situation objective l'impose.

L'absence de réponse, voire le mépris devant les attentes de la « convention citoyenne pour le climat », est d'autant plus significative qu'il a, par contre, renoncé à tenir ses engagements sur les pesticides et néonicotinoïdes, sous la pression des lobbies agro-industriels.

Enfin, la responsabilité de l'État a été pointée par plusieurs tribunaux administratifs et correctionnels dans l'augmentation de la pollution.

Au lieu de jouer avec les peurs et les réflexes identitaires, comme le font Macron et Darmanin, nous pensons qu'il vaut mieux agir efficacement pour protéger la population de menaces potentielles, en renforçant les services de renseignement et le développement de tous les services publics. La République doit être une réalité commune, concrète et quotidienne, pour toutes et tous, sur l'ensemble du territoire.

Dans les Outre-mer, les rapports de domination prolongent l'histoire de l'esclavage, dont l'ultime abolition a donné lieu à indemnisation des propriétaires. L'état très dégradé des services publics les plus élémentaires, à commencer par l'accès à l'eau et à l'énergie, donne à voir la version brutale des politiques libérales. Et pourtant, les populations de ces territoires portent une histoire de luttes et des représentations alternatives riches de possibilités d'ouvrir de nouvelles voies.

Le temps est venu d'avoir un gouvernement qui protège la population, nos conquis sociaux, notre économie, avec un bouclier social protégeant les emplois, les statuts, les salaires. Un gouvernement qui organise la bifurcation écologique par la planification et la reconversion nécessaire d'activités industrielles pour répondre aux impératifs de sobriété, d'utilité sociale et environnementale des productions, échanges et diffusions. Un gouvernement qui crée les conditions de la réappropriation sociale et démocratique et qui reconquiert la souveraineté du pays sur tous les secteurs stratégiques, à commencer par la santé, ce

qui passe par un protectionnisme solidaire. Un gouvernement qui réponde à l'exigence républicaine émanant d'une société fracturée, en renouant avec la force révolutionnaire de la devise « Liberté Egalité Fraternité » et de sa déclinaison, la laïcité.

3. La monarchie présidentielle de Macron sur un volcan

Depuis notre dernier Congrès, ces deux dernières années ont été marquées par la contestation de la politique de Macron et des institutions de la 5ième République. Cette contestation a pris plusieurs formes.

Tout d'abord, la crise démocratique s'est accentuée, jusqu'à atteindre des niveaux de distance et défiance jamais rencontrées vis-à-vis des institutions et de ceux qui sont censés représenter la population, avec des taux d'abstention record aux élections intermédiaires.

Avec le mouvement des Gilets Jaunes, pendant de longs mois, dans les rues, sur les ronds-points, la crise démocratique a aussi pris des aspects de crise révolutionnaire au sens de la définition de Lénine :

« Quand ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme avant et quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant. Et quand ceux du milieu hésitent et peuvent basculer ».

Le mouvement des Gilets Jaunes a tout d'abord permis une émergence populaire de masse sur la scène publique, la mise en mouvement de différents secteurs du peuple auparavant invisibilisés. C'est inédit depuis bien longtemps.

D'autant que le mouvement a démarré sur une revendication économique basique (le prix du carburant et des taxes injustes), traduisant le sentiment de relégation d'une partie significative de la population et mettant en lumière les conséquences écologiques et sociales de l'étalement urbain, de la périurbanisation, en lien avec l'allongement des temps de déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.

Les acteurs du mouvement, représentatifs de l'atomisation sociale (femmes en situation monoparentale, précaires, artisans) ont exprimé la volonté d'être ensemble et d'agir collectivement. Le mouvement a fait émerger la question centrale en République, celle de l'Égalité, sous l'angle de l'égalité de traitement notamment sur la question de l'égalité salariale femmes / hommes et l'aménagement du territoire avec les problématiques du déplacement, du travail, du lien, des services publics dans les territoires périurbains et ruraux.

La dynamique et les aspirations exprimées font passer le mouvement des Gilets Jaunes d'une révolte économique à une révolte sociale qui a posé simultanément les questions politiques avec des exigences liées à la question du pouvoir.

Du prix du gasoil au retour de l'ISF, puis le développement des Services Publics, de nouvelles institutions et le Référendum d'Initiative Citoyenne, il s'agit bien d'un processus de révolution permanente dans les aspirations exprimées et la dynamique de la prise de conscience.

Aux côtés des Gilets Jaunes, nous disons : « Fin du monde, fin du mois, même combat ». La rupture écosocialiste ne pourra se faire qu'avec tou.te.s celles et ceux qui se lèvent contre l'injustice sociale et la relégation spatiale, qui trouvent leurs causes dans un même système qui exploite les humains et épuise la planète.

Les Gilets Jaunes ont écrit une page déterminante à la contestation du gouvernement Macron, de la logique du capitalisme contemporain et des institutions de la 5ième République. Le mouvement a bien constitué les prémisses d'une révolution citoyenne.

Certaines directions syndicales ont été en décalage avec la forme et la compréhension du mouvement des Gilets Jaunes. Son insoumission s'est traduite par un rejet ou une méfiance massive vis-à-vis des formes traditionnelles de la représentation populaire, syndicats et organisations politiques.

Pourtant beaucoup de militant.e.s syndicaux.ales de base, mais aussi notre Parti et les insoumis.e.s, ont compris l'intérêt et l'urgence d'une convergence avec le mouvement des Gilets Jaunes. Mais la jonction ne s'est jamais vraiment faite, sauf à la marge et bien trop tard et cette absence de relai, comme la violence de la répression, expliquent en partie l'asphyxie progressive du mouvement.

Quelques mois plus tard, le mouvement syndical, malgré sa division, a organisé la lutte contre la réforme des retraites, sans pour autant mettre en péril le projet qui s'attaquait pourtant aux conquêtes du Conseil National de la Résistance et à un élément central du rapport de forces Capital / Travail, le salaire socialisé et la protection sociale.

La capacité de la lutte contre la réforme des retraites à durer dans le temps a bien reposé sur l'organisation de la grève par certains secteurs (les transports, l'éducation nationale), permettant également la réappropriation du temps par les travailleurs et les citoyens : l'arrêt des transports, l'organisation des journées autour des AG, des blocages ou des manifestations donnant la place à la réflexion politique, mais aussi simplement personnelle et philosophique, au sens le plus élémentaire du terme.

La combativité sociale qui s'y est illustrée, et le combat politique de LFI à l'Assemblée nationale qui en a fait la prolongation, a tellement ralenti le calendrier gouvernemental que la réforme n'a pu être adoptée avant que la Covid ne la relègue à plus tard.

De nombreuses luttes ont aussi émaillé ces dernières années sur le front social, environnemental mais aussi pour les libertés, contre le racisme et la domination masculine. Dans la foulée de la vague de libération de la parole « Me too », les mouvements féministes s'organisent dans la rue, avec notamment de puissantes marches et jusque sur les murs. D'importantes résistances ont émergé dans la jeunesse et chez les enseignant.e.s contre la marchandisation du savoir et l'offensive néolibérale dans l'éducation nationale, et dénonçant le manque de moyens pour l'enseignement.

La jeunesse s'est également tout particulièrement mobilisée pour le climat, pour l'émancipation des femmes, contre les violences policières, les discriminations racistes, contre les projets liberticides du gouvernement. Dans la foulée de la vague « Black lives matter », des mobilisations, initiées par des militant.e.s des quartiers populaires, ont suscité des jonctions avec d'autres secteurs et rencontré un impact de masse encore inédit. Le gouvernement a ainsi rencontré une opposition qu'il n'attendait pas dans sa dérive identitaire, sécuritaire et autoritaire, qu'illustrent les lois « sécurité globale » et « contre le séparatisme ».

Luttes sociales, environnementales, contre les discriminations… s'opposent aux multiples facettes d'un même système prédateur. La convergence des luttes, par-delà leur légitimité propre, éthique et politique, constitue donc un impératif stratégique, afin de construire un combat commun systémique, ouvrant sur la généralisation des luttes et l'alternative positive qui rend une autre perspective politique crédible et possible.

II. Ouvrir une perspective politique dès maintenant, créer les conditions pour gagner en 2022

A un an des élections présidentielles et législatives, nous sommes donc face à une crise accélérée du régime de monarchie présidentielle, de délégitimation accélérée du pouvoir Macron du fait de l'indigence de la gestion de la crise sanitaire.

Dans ce contexte d'instabilité et d'incurie du pouvoir, le rassemblement autour du programme de l'Avenir en commun, porté par la candidature de Jean-Luc Mélenchon en 2022, nous parait être la meilleure alternative, permettant d'unir les forces écologiques et sociales.

En effet, elle propose un programme à même de répondre aux enjeux, elle incarne une expérience, une volonté et une synthèse politique du socialisme républicain, de la culture communiste et contestataire, du féminisme, de l'antiracisme et de la laïcité, de l'écologie politique et de l'altermondialisme et, plus généralement, l'idée d'une France indépendante et souveraine dans le concert des Nations. Un programme crédible qui apporte les réponses aux impasses du pays avec une cohérence nouvelle et une vision globale, des réponses programmatiques aux trois urgences sociale, écologique et démocratique, pensées conjointement de manière intégrée.

Ce programme sera le résultat d'une actualisation collective de l'Avenir en commun qui a déjà commencé et à laquelle notre Parti doit prendre sa part sur la base des propositions du Manifeste pour l'écosocialisme.

Sur ces bases, il y a bien la possibilité dans le pays pour un bloc idéologique et culturel majoritaire. La candidature de Jean-Luc Mélenchon est aussi la seule perspective électoralement crédible, forte de la continuité de son action depuis 2012 et de ses candidatures précédentes, face à la double menace des libéraux et de l'extrême droite.

Dans une situation pourrissante, où les apprentis sorciers amalgament les questions ethniques et religieuses avec la lutte contre le terrorisme, l'espoir révolutionnaire du peuple peut toujours s'inverser en désespoir contre-révolutionnaire et être dévoyé, faute de possibilité positive et d'alternative républicaine.

Le RN, derniers recours du capitalisme, est toujours en embuscade. La possibilité fasciste est toujours là, appuyée par des relais idéologiques et éditoriaux de plus en plus présents et réguliers dans les médias.

La tentative de putsch de Trump et de l'extrême-droite américaine pour interrompre le processus parlementaire de désignation de Biden rappelle que la plus grande menace au plan international contre la démocratie vient bien de ces secteurs.

Déjà portée par 200.000 citoyen.ne.s, la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour des « causes communes », profile une campagne en positif pour rassembler le peuple sur les grandes causes républicaines et écologiques d'intérêt général : la place des biens communs, le patrimoine collectif avec les conquis sociaux comme la sécurité sociale et les services publics ; l'idée de l'utilité sociale du travail et de la création d'emplois correspondant aux besoins, la réduction massive du temps de travail permettant à toutes et tous de travailler, mieux et moins longtemps, la nécessité d'avoir de nouveaux outils publics

socialisés pour mener à bien la bifurcation écologique et l'allocation des moyens pour répondre aux objectifs d'une société nouvelle qui marche enfin sur ses deux pieds.

Cette dynamique repose d'ores et déjà sur un mouvement à vocation de masse, la France insoumise.

Son élargissement et sa mutation en mouvement beaucoup plus large et ouvert sont nécessaires pour répondre à la situation. La réappropriation de l'engagement par les citoyen.ne.s appelle une force politique large, massive, déterminée et structurée qui rassemble les divers partis, courants, associations, syndicats, militant.e.s des forces progressistes et anticapitalistes, avec qui nous nous retrouvons souvent sur le terrain autour de causes communes. C'est non seulement indispensable pour gagner les échéances mais aussi pour établir un rapport de force permanent vis-à-vis de l'oligarchie et de ses différents appareils de domination.

C'est pourquoi la stratégie de la fédération populaire est proposée depuis plus de deux ans à l'ensemble du mouvement démocratique pour un rassemblement dans la clarté.

Au niveau politique national, il faut constater que le mot d'ordre de fédération populaire n'a pour l'instant pas réussi à cristalliser quelque chose qui représente un point d'appui visible, même pour les plus engagé.e.s. Un terrain d'expérience a été les élections municipales, où nous avons porté dans et avec la FI l'objectif de listes citoyennes. Si cette orientation a connu de vraies réussites, elle est quand même restée minoritaire. Les élections européennes ont aussi manifesté cette difficulté. De façon générale, les tentatives d'élaboration de cette stratégie oscillent entre une forme de spontanéisme (fédérer à la base sur des luttes) et des appels généraux sans succès. Cela alors que l'aspiration à une forme actualisée de front populaire a rencontré un écho certain, dont témoigne le succès des marches anti-Macron de 2017 et 2018, mais qui n'ont pas eu de prolongement.

Dans cette période de confrontation, de violence et de justice de classe du pouvoir et de volonté de mise au pas de la contestation à l'ordre établi, il est de la responsabilité de chacun.e de dépasser les cloisonnements historiques entre associations / collectifs citoyens / syndicats/ partis.

Il est impératif aujourd'hui d'inventer et de formuler des alliances politiques et citoyennes nouvelles qui conjuguent leur action avec des mouvements d'implication populaire dans tous les domaines de la vie de la société.

Si la constitution d'un mouvement large pour soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon est une nécessité évidente, le PG ne doit pas céder à l'illusion qu'une construction par agrégation à la base suffira. Faut-il alors en revenir à une union de la gauche ? Clairement non sous la forme de cartels, car la disqualification des organisations politiques historiques est bien réelle dans les couches les plus exploitées, qui sont à la fois le socle et la cible de notre action. C'est ce à quoi répond la forme de la campagne de Jean-Luc Mélenchon. Mais elle ne peut réussir qu'en prenant en compte aussi les conditions héritées du passé dans la conscience du peuple dans son ensemble, donc en ouvrant concrètement la perspective de réalisation d'un front populaire, en y incluant des organisations et mouvements porteurs de projets alternatifs au capitalisme, mais ne se retrouvant pas nécessairement dans les organisations issues du PS ou d'EELV. Une telle union large implique de nécessaires compromis. Le rôle propre du PG dans un tel mouvement, articulé avec celui de la FI, n'en est que plus essentiel, et son développement un impératif.

L'objectif est aussi de reforger une culture commune de référence, une solidarité nouvelle entre les organisations sans remettre en question les implications spécifiques des uns et des autres.

Il s'agit ainsi de briser la résignation, de proposer une forme organisée à la lutte de classe et aux luttes citoyennes pour ouvrir une perspective face à la domination du capital et de l'oligarchie.

La bataille idéologique et culturelle revêt un caractère important dans cette contestation. Le vocabulaire dominant est pollué de mots inversés (plans sociaux, force de l'ordre, coût du travail, charges sociales, etc.) qu'il faut inlassablement combattre. Elle passe également par la contestation du rôle des médias, de la publicité, de la marchandisation infinie et permanente et du consumérisme.

Plus encore, c'est tout un nouvel imaginaire qu'il nous incombe de dessiner et de partager pour rompre avec le récit néolibéral. Cela passe par les mots, les images et les récits que nous portons, mais également par l'engagement fort que nous devons avoir pour l'art et les milieux culturels.

Dès sa création, le Parti de Gauche s'est attelé à réinterroger sans cesse ses pratiques militantes au service de démarches d'éducation populaire, au sens de coéducation mutuelle contribuant à l'implication du plus grand nombre au service de l'auto-organisation populaire et le maillage du territoire par un ensemble de comités au plus proche des réalités de terrain. Nous poursuivons et impulsons ces pratiques au sein de la FI. Notre stratégie de révolution citoyenne se nourrit et se construit également dans chaque lutte sociale ou écologique, au travail, dans l'habitat, dans la commune autour de la défense d'un service public, mais aussi dans les solidarités et les radicalités concrètes de coopératives ou d'associations locales, parce qu'il s'y construit du collectif, une confiance mutuelle dans le pouvoir d'agir, une aspiration à reprendre le contrôle sur nos vies, à faire peuple souverain. Nous restons convaincus que ces démarches d'éducation populaire, qui appellent des médias indépendants, des outils et des structures nouvelles, sont déterminantes pour forger collectivement de l'indépendance d'esprit et d'action par rapport à l'idéologie dominante : l'auto-organisation contribue aux émancipations.

Cependant, il faut travailler sérieusement sur la mise en œuvre de cette implication dans les luttes. Dans la réalité elle est souvent défaillante : la FI, que ce soit à travers l'espace des luttes ou à travers ses livrets thématiques, devrait davantage jouer le rôle de centralisation et de mise en relation des initiatives, pour ne pas laisser les militant.e.s isolé.e.s, et dans les luttes, et dans les organisations syndicales et associatives. Or une telle structuration est absolument nécessaire pour faire avancer l'objectif politique de fédération populaire. Pour atteindre cet objectif, la France insoumise doit rechercher des formes d'organisation appropriées. Le Parti de Gauche doit s'emparer de cette question en prenant en compte la place réelle de notre mouvement. Fort.e.s de leurs expériences de terrain, les militant.e.s du Parti de Gauche et ses structures régulières ont vocation à se mettre à disposition du mouvement, afin de contribuer à renforcer son efficacité politique et consolider son implantation territoriale et sa visibilité dans les consciences et les organisations.

III. Un moment nouveau dans notre Parti : nos tâches dans la période

Quatre clivages fondamentaux et indissociables guident notre réflexion stratégique et notre action : le clivage de la lutte de classes, le clivage peuple / oligarchie, le clivage historique des combats de la gauche

pour l'émancipation et l'égalité contre les idéologies réactionnaires et rétrogrades de la droite, le clivage entre productivisme et écologie politique.

C'est parce qu'il est le seul, dans le paysage politique actuel, à porter cette synthèse, que le Parti de Gauche a un rôle essentiel à jouer dans la période politique qui s'ouvre. Ce rôle doit se déployer sur l'ensemble du spectre de l'activité politique : action militante, stratégique, et fondamentale. Les formes de ce déploiement doivent évidemment s'articuler avec le développement et l'évolution de la France Insoumise. Cette articulation se construit dans la pratique.

Le Parti de Gauche est à la genèse de la France insoumise et peut se féliciter de son émergence. Nous continuons à nous associer à son activité, à sa réflexion stratégique et à son devenir, au service de la révolution citoyenne. Depuis un mouvement citoyen créé pour porter une élection présidentielle vers une force d'action citoyenne et politique et de masse, l'évolution de LFI a réorienté le rôle de notre Parti.

Le PG en tant que force politique organisée a, dès son origine de parti creuset, estimé que son dépassement était un objectif inscrit dans sa conception. Le PG n'avait et n'a toujours pas vocation à devenir une organisation figée hors du mouvement des luttes et des idées, ni un simple club de réflexion sans prise sur ce mouvement. La campagne présidentielle de 2017 et la création de la FI ont produit un engagement dans ce processus de dépassement du PG. Aujourd'hui, l'essentiel des activités militantes de ses membres se fait au sein de LFI, tant dans les GA, où l'expérience de ses militant.e.s est au service des luttes, des mises en mouvement et en réseau, que dans les diverses instances et structures de LFI. Pour autant, les conditions d'un dépassement du PG, donc de son effacement, sont-elles réunies ? Une réponse positive à cette question impliquerait des conditions de débat où les militant.e.s du PG se situeraient en consensus dans un mouvement autre, faisant à titre individuel la preuve de leur capacité à faire plus et mieux sur tous les plans, dont celui de la démocratie. En l'état actuel de l'évolution de la structuration de la FI, le PG doit conserver et développer la capacité à intervenir collectivement et de façon organisée, aux niveaux pertinents, sur l'ensemble des questions de stratégie politique opérationnelle, en évitant les redondances et les conflits. L'implication des militant.e.s du PG dans le fonctionnement de la FI en tant que mouvement, qui est essentielle à son dynamisme, ne peut se continuer qu'avec la conviction de l'utilité de cette implication. Les choix stratégiques qui déterminent leur action militante reposent sur les positions prises par la FI, marquant ainsi publiquement leur appartenance. Le PG a donc vocation à s'en saisir et à organiser le débat sur ces questions dans ses structures de base et ses instances, pour porter en toute transparence les orientations qui en résultent dans la FI.

Le rôle du Parti au sein du mouvement insoumis est donc de fortifier l'implication des militant.e.s du PG dans les espaces, les instances et les processus délibératifs et programmatiques du mouvement. A tous ces niveaux, le PG doit porter effectivement les déclinaisons concrètes de ses analyses et de sa réflexion stratégique. Il s'agit aussi de porter l'exigence d'un mouvement large, en prise avec le mouvement réel de la société et de ses exigences de démocratie pour se traduire dans un mouvement de masse, si l'on veut une réelle réappropriation démocratique des enjeux et des pratiques.

L'essentiel des activités militantes se fait au sein du PG, et sa mise en pratique au sein de la FI. Le rôle du Parti dans le mouvement insoumis est d'y porter la réflexion idéologique et stratégique du PG, de les diffuser plus largement. C'est pourquoi notre participation au sein de la FI se fera dorénavant sous forme de mandat donné par le CN aux membres du PG élu.e.s par ce même CN et siégeant dans les instances de la FI, et notamment l'espace politique. Des commissions thématiques correspondant aux livrets

thématiques de la FI seront créées au sein du PG afin d'être en capacité de proposer de quoi approfondir et améliorer leur contenu.

D'autre part, le PG a vocation à prendre des positions sur des questions particulièrement sensibles ou complexes, pour alimenter la réflexion collective, sans nécessairement en faire l'objet d'un choix décisionnel dans la FI en tant que mouvement, a fortiori dans les structures plus larges, dans lesquelles la campagne présidentielle appelle à des positions consensuelles. Au niveau programmatique, cela correspond entre autres, mais peut-être prioritairement, à l'articulation entre national et international. Une question particulièrement urgente est le positionnement par rapport aux guerres néo-coloniales dans laquelle la France est directement impliquée. Bien évidemment, il ne s'agit pas de se satisfaire de déclarations radicales et sans effet et travailler à une action fédératrice, par exemple sur le modèle de la coalition « Stop the War! » au Royaume Uni, est la perspective absolument nécessaire. Mais y travailler implique de construire une orientation propre au PG, fondée sur une analyse rigoureuse sur les principes et informée sur les réalités.

Il importe que le PG se prépare à toutes les éventualités après 2022.

En cas de victoire de Jean-Luc Mélenchon, le PG devra à la fois fournir des cadres dans les institutions et dans les mobilisations et les luttes, afin d'aider à la révolution citoyenne, qui ne pourra passer uniquement par les institutions. Cela s'anticipe.

Dans le cas contraire, c'est un autoritarisme renforcé qu'il faudra affronter, quel que soit le nom du nouveau représentant officiel de l'oligarchie. Une telle période s'anticipe également.

Quel que soit l'après-2022, un renforcement du PG est nécessaire : recruter, former, construire les outils et structures nécessaires pour faire face à toute éventualité. La formation militante doit recouvrir les dimensions théoriques, techniques pour mettre en œuvre l'Avenir en commun, pratiques pour faire face à une répression politique accrue. Des cadres doivent être pensés permettant les futurs échanges entre élu.e.s, cadres de la fonction publique et des organismes parapublics, et militant.e.s des différents secteurs impliqués dans la transition. Le repérage des compétences existantes, leur partage et leur développement, doivent alimenter des viviers de camarades en capacité de s'engager à tous les niveaux de responsabilité. Les modalités d'actions en relation aux syndicats, associations, collectifs militants, dans le respect de l'autonomie des mouvements, mais avec une coordination suffisante, doivent être débattues et mises en œuvre. L'objectif est d'obtenir la mobilisation la plus large possible de la société en appui aux ruptures nécessaires, à l'opposé d'une remise de toutes les responsabilités entre les mains d'un gouvernement, fût-ce le nôtre. Les résistances féroces que l'oligarchie nous opposera nécessitent la construction d'un tel rapport de forces, qui ne relève pas du seul spontanéisme.

Le PG doit également initier des campagnes d'actions militantes, avec la fabrication de matériel militant spécifique et dédié (tracts, affiches, etc.).

Le renforcement de la formation est un impératif. Il s'agit de renforcer notre travail de formation militante, d'élaboration théorique autour des enjeux de la révolution citoyenne, du rôle de l'outil politique et toutes les questions soulevées par l'écosocialisme. Nous disposons déjà d'outils de référence comme la revue *« L'intérêt Général »* et « Les Jeudis du PG ». Leur périodicité et leur diffusion régulières joueront un rôle central pour structurer la formation et l'activité.

Enfin, le PG porte une vision, l'écosocialisme, qui est sa particularité, et qui constitue sa ligne directrice au niveau programmatique aussi bien que comme cadre de tâches spécifiques. En effet, la perspective d'un possible renversement de l'ordre matériel des choses est aussi liée au renversement de leur ordre symbolique : la déconstruction de l'idéologie dominante et l'émergence d'imaginaires alternatifs sont indispensables, et la période actuelle de bouleversements exige une actualisation permanente des analyses. Le travail théorique du PG fait partie des outils pour construire la bifurcation. C'est la boussole qu'il propose au mouvement insoumis comme nous l'avons fait aux derniers AMFiS d'été de 2020, et plus généralement à l'ensemble du peuple.

L'écosocialisme constate que l'écologie est incompatible avec le capitalisme, lequel implique productivisme et financiarisation de l'économie. Il consiste précisément à ne pas dissocier les effets sociaux, environnementaux, économiques et démocratiques du système actuel. Sa radicalité, « qui pénètre la racine des causes », est ce qui lui permet de contrecarrer l'imposture du capitalisme vert, de l'écologie libérale, des accommodements qui consistent à n'agir qu'à la marge sur les conséquences, sans s'attaquer aux causes du problème ni bouleverser le système.

Il faut poser la question des transformations du système économique, de l'organisation de la production, de la propriété, et analyser les forces sociales à mettre en mouvement pour que ces transformations se réalisent, pour faire passer les besoins humains et la sauvegarde de l'écosystème avant le profit. Les nombreuses propositions et alternatives portées par des collectifs de citoyens et par des collectivités locales montrent la capacité d'organisation et d'innovation sociale. Elles pourront prendre toute leur place avec l'appui d'une politique globale de planification écologique et de redistribution des richesses.

La dimension d'intérêt général humain que revêt la question de la sauvegarde de notre écosystème ne doit pas occulter un indispensable affrontement : un rapport de force à engager vis à vis du système économique mondial et de celles et ceux dont l'intérêt particulier est qu'il ne change pas.

La globalisation capitaliste et la domination internationale de l'oligarchie imposent aux mouvements démocratiques de se lier et de se coordonner, pour agir en commun et construire une perspective nouvelle pour l'humanité.

Au-delà de la solidarité internationale et de l'empathie légitimes que nous avons les un.e.s envers les autres dans les luttes et les révoltes, c'est bien la question d'un nouvel internationalisme organisé qui est à l'ordre du jour.

C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés dans le processus des assises internationales de l'écosocialisme, avec pour objectifs principaux : la réactualisation et l'approfondissement du Manifeste des 18 thèses pour l'écosocialisme de 2013 et la mise en mouvement d'un réseau national et international d'acteurs, appliqués à incarner l'écosocialisme.

Ce travail a commencé depuis un an, avec la mise en place d'un Comité de pilotage qui a produit de nouveaux outils bibliographiques et formatifs, initié le chantier de réactualisation des thèses et orchestré les premières activités des Assises au niveau des départements et à l'international.

Les Assises sont un processus en mouvement dont le point d'orgue sera l'organisation d'une convention internationale, associé au réseau national et international d'acteurs et à un nouveau document de référence sur l'écosocialisme.

Avant cela, une multiplicité d'initiatives va continuer d'être organisée sous forme de rencontres, d'auditions, de publications, d'émissions, territoriales et thématiques, au niveau local, régional mais aussi à l'international.

À toutes les échelles géographiques, et compte tenu des règles sanitaires en vigueur, il s'agit de proposer : des rencontres et des débats avec les associations, les citoyen.ne.s, les organisations syndicales ; des projections de documentaires ou de films pour ouvrir la discussion ; des actions d'éducation populaire autour de thèmes écosocialistes ; de faire le lien avec des luttes locales. Le chantier est immense, il réclame toutes les intelligences et bonnes volontés.

Le Parti de Gauche s'adresse ainsi à l'ensemble des militant.e.s et sympathisant.e.s du Parti, de la France insoumise, ainsi qu'à ses partenaires du mouvement social, responsables d'organisations et de collectifs, militant.e.s, intellectuel.le.s, artistes, professionnel.le.s de la culture et citoyen.ne.s mobilisé.e.s.

À un an des élections présidentielles, la campagne devrait rapidement constituer la grande majorité des actions militantes des adhérent.e.s du PG.

L'ensemble de l'analyse présentée jusqu'ici montre que notre Parti doit redéfinir ses tâches, son organisation et son fonctionnement, à l'aune de la situation politique et de ses enjeux, et aussi pour reconnaître l'importance de l'écosocialisme dans l'ensemble de son action. Cela suppose des instances assurant la capacité de délibération collective, de structuration militante, de formation théorique et pratique, d'implication dans les luttes, sur l'ensemble du spectre de l'activité politique et qui donnent toute sa place à la mise en œuvre de l'orientation écosocialiste. Nous serons ainsi capables de contribuer à l'émergence d'un projet alternatif au capitalisme et d'une forme organisée pour le porter.

Nous revendiquons d'en être le moteur.